

L'Humanité rouge



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
6 janvier 1976
No 401

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

RENAULT: Bas-Meudon Victoire des grévistes

Aux Presses: FIASCO POUR LES DIRIGEANTS DU PCF ET DE LA CGT

**C'est une loi de l'histoire,
POUR FAIRE LA RÉVOLUTION
IL FAUT UN PARTI MARXISTE-LÉNINISTE
UNIQUE**

L'année 1975 appartient déjà au passé. 1976 est là, et chacun traditionnellement s'interroge sur l'avenir que réserve l'année nouvelle.

Mais l'avenir n'est pas si mystérieux. La nouvelle année naît de l'ancienne : c'est pourquoi les grandes tendances des années 70 qui se sont confirmées en 1975 s'accroîtront à coup sûr en 1976 et un monde neuf continuera à se forger dans la tourmente et l'agonie de l'ancien. 1975 aura en effet été une grande année de bouleversements de l'ordre injuste qui prévaut encore sur la terre. Sur tous les fronts et par vagues successives les pays du tiers monde ont harcelé les positions impérialistes, hégémonistes, colonialistes, sionistes et racistes.

C'est ainsi que 1975 aura été l'année de la victoire totale des peuples indochinois, l'année de la condamnation internationale du sionisme comme d'une forme de racisme, l'année de la décolonisation finale du dernier grand empire colonial.

Année du succès pour le tiers monde, 1975 aura été une année de difficultés accrues pour les deux superpuissances. L'impérialisme américain défailt à plate couture en Indochine, démasqué et haï par les peuples ne sait plus où donner de la tête, tandis que le social-impérialisme russe a été obligé de se démasquer : au Portugal la subversion à son profit, en Inde où il a encouragé un coup de force fasciste d'Indira Gandhi, en Europe de l'Ouest où il est apparu avec ses camps de concentration comme un nouvel hitlérisme. Encore plus incapable de surmonter ses difficultés intérieures et extérieures la clique Brejnev prépare fébrilement une guerre pour ravir la suprématie mondiale aux États-Unis et déjà elle tente d'exploiter la situation angolaise ou libanaise.

Ces deux grands faits : la lutte du tiers monde pour un nouvel ordre mondial et la dispute des deux superpuissances débouchent inévitablement sur la guerre, ont des conséquences directes sur la situation en France et plus généralement en Europe. En effet l'aggravation de la crise économique capitaliste et l'intensification des menaces pesant sur l'indépendance nationale constituent les deux axes majeurs de la situation.

Ces deux éléments ne doivent pas engendrer la peur mais le courage car c'est en affrontant ces situations que la classe ouvrière pourra transformer radicalement le visage de la France.

La bourgeoisie capitaliste essaie de se débarrasser de la crise sur le dos de la classe ouvrière, de la paysannerie et des autres travailleurs. Sur le plan de l'indépendance nationale, même si certains de ses éléments font preuve du désir de s'opposer aux deux superpuissances, l'histoire ne doit pas être oubliée : en 1871 et en 1940 la bourgeoisie a trahi.

(Suite page 3)

Aux presses, après avoir «oublié» le 1er objectif de la grève qui avait démarré contre les brigades d'un contremaître, les dirigeants PCF-CGT de Renault se sont lancés dans une campagne publicitaire «pour la réintégration des outils» envolés la nuit de Noël. Ils ont lancé un appel disant : «Agents de maîtrise, ouvriers, ingénieurs et cadres, tous unis pour la réintégration des outils» ! Ils mettent tellement de côté les revendications des ouvriers qu'ils en arrivent à vouloir mobili-

ser tout l'atelier — maîtrise et OS (!) — pour... reprendre le travail, de façon à continuer la lutte dès le retour des «outils» (!). Comme leur appel à la réconciliation des classes, n'est pas un vain mot, dès lundi dernier ils appelaient les ouvriers des presses à prendre les balais apportés en stock par la maîtrise, car selon ces traîtres il faut que les ouvriers montrent à la direction leur bonne volonté à retravailler et qu'ils ont bien mérité leurs «outils» !

(Suite page 5)

Le cynisme du 7^e plan capitaliste

IL PREVOIT PLUS DE CHOMAGE ET PLUS D'IMPOTS

Avec la nouvelle année aux travailleurs ? Un taux démarre un nouveau plan de de chômage toujours très développement des profits élevé : 200 000 chômeurs capitalistes : le VII^e du nom environ de plus qu'en 1974 ! qui couvrira la période 1976- Dans l'hypothèse «moyen-1980. Ses dispositions, pas ne» de croissance, il est pré-encore définitives, ont été vu que l'industrie ne créera calculées dans l'hypothèse strictement aucun emploi optimiste d'une croissance nouveau.

forte sans que, prudemment, ses auteurs n'excluent la possibilité «d'aménagements» en fonction d'une croissance plus réduite.

Tel quel, que réserve-t-il

Plus de bénéfices pour les patrons et moins de pouvoir d'achat pour les travailleurs.

Dans les prévisions de ces

(Suite page 3)

A l'occasion du nouvel an

La presse chinoise publie et commente deux poèmes de Mao Tsé-toung

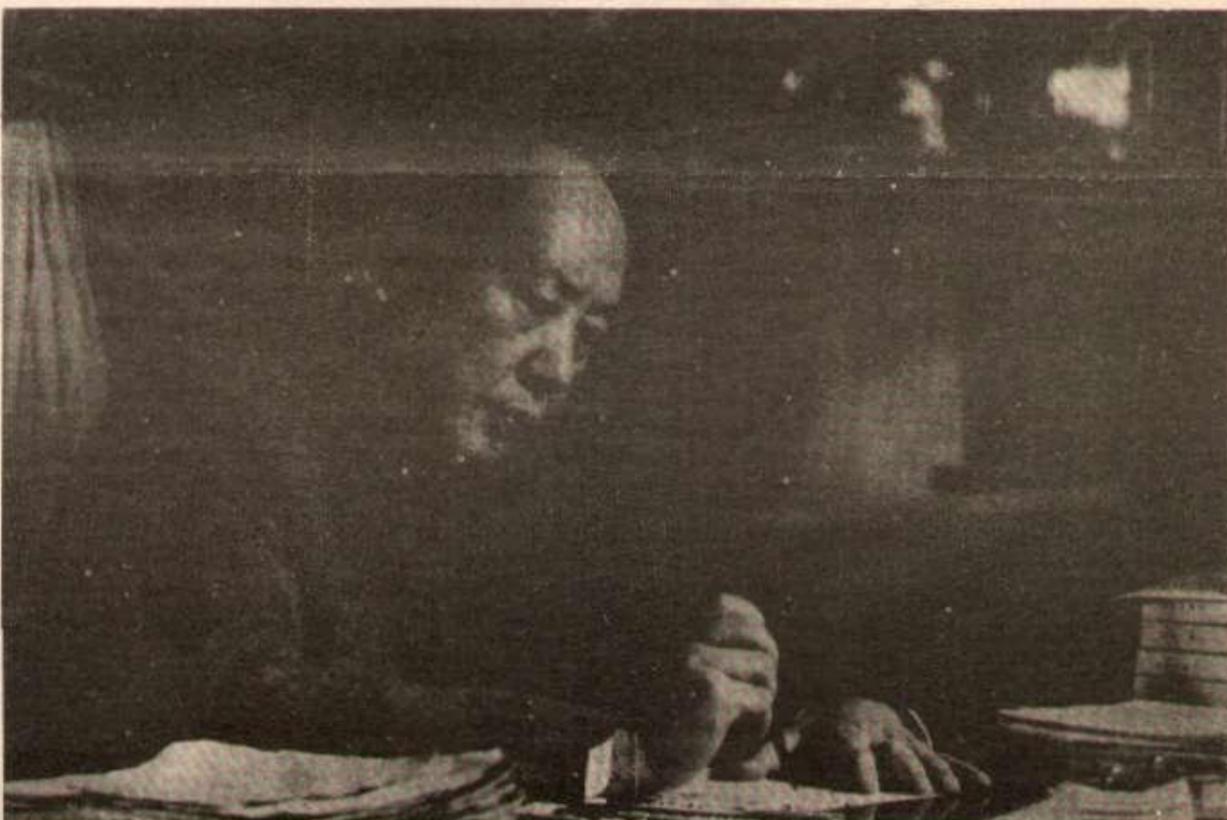
A l'aube de l'année 1976, la presse chinoise publie et commente deux poèmes écrits par le grand dirigeant révolutionnaire du peuple chinois, Mao Tsé-toung, en 1965 au moment de la rup-

ture sur le plan international entre marxisme-léninisme et révisionnisme moderne. Les deux poèmes intitulés : «Retour au mont Tsingkanq» et «Dialogue d'oiseaux», reprenant des motifs traditionnels

chinois sont composés d'images artistiques unissant le réalisme au romantisme révolutionnaire. Ils dépeignent l'excellente situation intérieure et extérieure ou «le monde est en plein boule-

versement et ou «son vieil aspect se change en un jeune visage».

Nous publierons dans notre édition de demain ces poèmes commentés.



Cambodge : LES MOTS D'ORDRE DE L'ANNEE NOUVELLE

De retour au Cambodge après un périple qui l'a conduit dans une douzaine d'États européens et du tiers monde, le prince Norodom Sihanouk, chef de l'État cambodgien, a présidé la réception diplomatique de Nouvel an au palais du gouvernement.

A cette occasion, M. Ieng Sary, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, a réaffirmé «la volonté de son pays de resserrer les liens d'amitié et de solidarité avec tous les peuples qui aiment la paix, et de poursuivre la lutte contre l'impérialisme.»

Remerciant les diplomates accrédités à Phnom Penh (Chinois, Coréens du Nord, Vietnamiens, Albanais et Cubains) de bien vouloir «comprendre et excuser les difficultés du Cambodge qui vient de sortir de la guerre», il a rappelé les mots d'ordre de tout le pays pour 1976 : lutter résolument pour défendre le pays et la révolution cambodgienne, maintenir et développer l'économie le plus vite possible pour élever le niveau de vie du peuple, développer les relations avec les pays voisins et la solidarité internationale anti-impérialiste.

Sahara occidental : Bientôt un Etat indépendant ?

Alors que le climat s'alourdit entre l'Algérie et le Maroc, on assiste à une intense activité diplomatique au Maghreb liée à l'évolution de la situation au Sahara occidental. C'est ainsi qu'après la série d'entretiens qui ont eu lieu entre le président Boumediène et le président libyen, le président mauritanien Ould Daddah, après une entrevue avec le roi du Maroc, vient à son tour de gagner la Libye.

Le Front POLISARIO de son côté continue de publier des communiqués militaires faisant notamment état de pertes importantes du côté des forces marocaines et mauritaniennes. Selon un dernier communiqué du Front, les forces marocaines auraient perdu 317 hommes, dont 20 officiers, depuis leur entrée au Sahara, il y a deux mois ; 16 militaires mauritaniens auraient également été tués.

On parle désormais beaucoup, à Alger, de la possible proclamation prochaine de l'indépendance du Sahara occidental et de la formation d'un gouvernement sahraoui issu de la direction politique du F. POLISARIO et du Conseil national provisoire sahraoui. Ce dernier a été constitué le 28 novembre dernier par la majorité des membres de l'ex-Djemaa qui ont rallié les rangs du F. POLISARIO.

BOLIVIE : LES MINEURS EN LUTTE POUR LES DROITS DÉMOCRATIQUES

45 000 mineurs boliviens viennent d'exiger du gouvernement le retour du pays au régime constitutionnel suspendu depuis la prise du pouvoir par les forces armées.

Cette revendication a été adoptée à l'issue de l'Assemblée nationale des dirigeants syndicaux des mineurs boliviens, à La Paz, tenue en dépit de l'interdiction des autorités gouvernementales. Les congressistes ont adopté une série de résolutions exigeant du gouvernement la pleine liberté syndicale, la démocratisation des institutions, une amnistie pour tous les prisonniers politiques et les exilés ainsi qu'une augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

Angola

A la veille de l'ouverture de la conférence du sommet de l'OUA

L'UNITA appelle au cessez-le-feu

C'est le 10 janvier que doit s'ouvrir à Adis-Abeba la conférence au sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sur le problème angolais. Elle constituera assurément une étape difficile pour l'unité africaine. Les différents pays se trouvent en effet divisés par le conflit angolais. Alors qu'une vingtaine d'entre eux ont reconnu le gouvernement unilatéralement proclamé par le MPLA, plus de la moitié des pays membres de l'OUA ont refusé de consacrer ainsi la rupture des accords d'Alvor prévoyant un gouvernement d'union nationale composé des trois mouvements de libération angolais, demeurant en accord avec la politique constante de l'OUA qui a toujours reconnu les trois mouvements.

Pendant que le MPLA, disposant de Mig-21, d'une énorme quantité d'armements russes et d'un contingent de 5 à 10 000 mercenaires cubains annonce une prochaine offensive militaire, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), qui tient son congrès annuel vient de

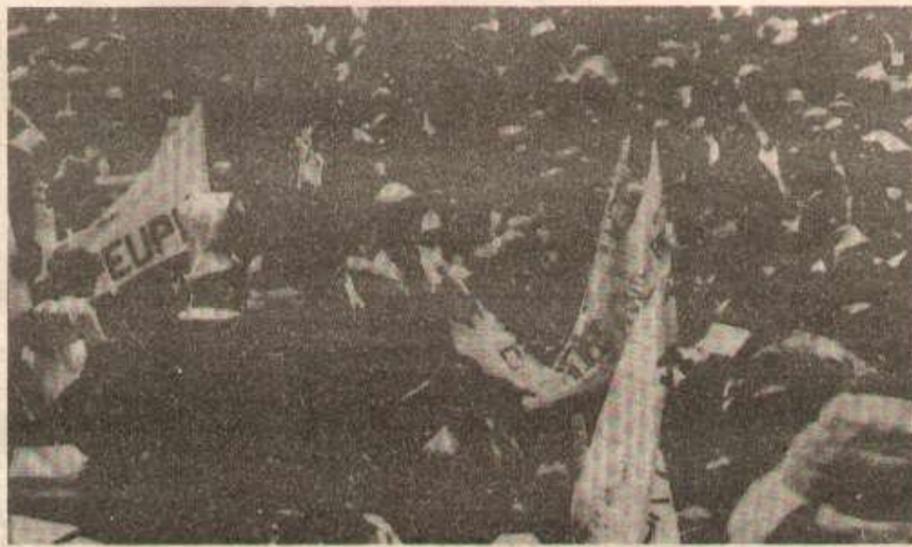
lancer un appel à un cessez-le-feu immédiat en Angola, demande le retrait du pays de toutes les forces étrangères impliquées dans le conflit, y compris l'Afrique du Sud, et appelle les deux autres mouvements à tenir une conférence au sommet avec elle pour résoudre politiquement le conflit qui les oppose.

Par ailleurs, au moment où le bruit court que l'URSS aurait offert de colossales sommes d'argent à certains pays africains pour qu'ils appuient son entreprise de division du peuple angolais, «La Pravda» ose écrire cyniquement que «l'URSS demande fermement la cessation de l'intervention militaire étrangère en Angola» ! Elle se targue, une nouvelle fois, du «soutien moral et matériel» que l'URSS accorde au MPLA «sans en faire un secret», affirmant qu'elle remplit ainsi son «devoir internationaliste» et ne «cherche rien en Angola : ni avantages économiques, ni militaires ni autres...»

Voilà bien un infernal toupet ! Car enfin ce n'est désormais plus un mystère

pour personne que l'URSS est à l'origine de la guerre civile qui coûte si cher au peuple angolais. Par ses énormes livraisons de matériels militaires au MPLA, les sommersions données aux différents pays de ne reconnaître que ce seul mouvement, la division qu'elle sème et entretient entre les pays frères d'Afrique, les ingérences multiples et grossières qu'elle pratique dans les affaires de l'Angola, elle est directement responsable de la guerre fratricide qui ravage le pays. Certes l'ingérence de l'impérialisme américain et l'invasion des troupes sud-africaines en Angola doivent être fermement condamnées. Mais comment ne pas voir que leur escalade dans le conflit angolais a été provoquée et facilitée par les criminelles manœuvres du social-impérialisme russe qui, en divisant le peuple angolais et les pays africains leur a offert ainsi une marge d'intervention plus grande ? Tôt ou tard, c'est là une vérité qui s'imposera à toutes les honnêtes gens, c'est un complot que briseront le peuple angolais et tous les peuples africains.

A Silva Porto : Manifestation de l'UNITA en faveur de l'OUA.



Pékin L'EDITORIAL DU NOUVEL AN DE LA PRESSE CHINOISE : PRENDRE LA LUTTE DE CLASSES COMME AXE

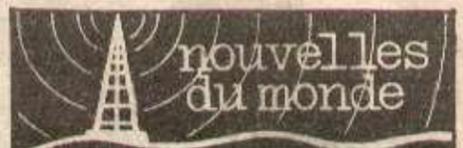
Commentant les deux poèmes du président Mao publiés en première page, les journaux chinois célèbrent, dans un éditorial commun «les fleurs éclatantes des nouveautés socialistes».

Traitant de l'excellente situation internationale qui prévaut de nos jours, il indique : «les diverses contradictions du monde s'exacerbent chaque jour, les facteurs de la révolution, de même que les facteurs de guerre s'accroissent sensiblement. Le pseudo-communisme du "goulash" a fait complètement faillite, tandis que les

partis et groupements marxistes-léninistes de divers pays se sont développés et renforcés dans la lutte contre le révisionnisme moderne. Les pays du tiers monde et leurs peuples jouent le rôle de force principale dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonie de grande puissance. La rivalité entre les deux potentats, l'URSS et les USA, devient toujours plus acharnée. Sur le plan stratégique, le point-clé de cette rivalité, c'est l'Europe. Le social-impérialisme soviétique qui "fait du vacarme à l'Est tout en attaquant à l'Ouest"

et se livre avec le plus de zèle à la supercherie de la "détente" constitue précisément aujourd'hui, le plus dangereux foyer de guerre.»

Rappelant les victoires nombreuses remportées dans la lutte pour l'édification du socialisme, l'éditorial poursuit «contester que la lutte de classe est l'axe ou altérer ce principe nous mène inévitablement à commettre des erreurs sur les plans théorique et pratique : telle est la leçon tirée de l'expérience historique acquise au cours de tant d'années.»



NOUVELLES-HEBRIDES L'INDEPENDANCE PROCLAMEE

Les gouvernements français et britanniques qui exercent en commun leur domination coloniale sur l'archipel des Nouvelles-Hébrides refusent de reconnaître la déclaration d'indépendance annoncée le 27 décembre dernier à Espiritu Santo, la plus grande des îles de l'archipel. L'indépendance a été proclamée à l'initiative du mouvement «Fédération Nagriamel» qui lutte en ce sens depuis plusieurs années. Ses représentants pourraient se rendre prochainement aux Nations Unies.

MESSAGE DE FIN D'ANNEE DE YASSER ARAFAT AU PEUPLE PALESTINIEN

Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'OLP, a déclaré dans son message de fin d'année que l'année 1976 serait celle de «la confrontation, du défi et de l'espérance».

Après avoir défini l'année écoulée comme placée sous le signe de «l'escalade et de l'unité», Yasser Arafat a évoqué la situation du peuple palestinien avant la douzième année de la révolution victorieuse : «Notre peuple continue à subir avec patience l'occupation fasciste sioniste, les complots ourdis par l'impérialisme et les coups de ses agents.

«Nous avons enregistré des victoires alors que nos ennemis complotaient en vue d'assassiner et d'affaiblir notre Révolution. Nous avons défié l'écrasante conspiration et les attaques sionistes barbares contre nos villages libanais avec détermination et sacrifice», a-t-il conclu en évoquant les victoires de la Résistance palestinienne.

PEKIN VISITE D'UNE DELEGATION DU FRETILIN

Recevant une délégation de la République démocratique de Timor-Est, conduite par Rogerio Fatima Lobato, ministre de la Défense nationale, le ministre chinois des Affaires étrangères, Kiao Kouan-houa a déclaré :

«A présent, le peuple de Timor oriental portant haut levé le drapeau de "l'indépendance ou la mort" lutte vaillamment pour résister aux troupes d'agression de l'Indonésie et pour sauvegarder sa propre indépendance nationale. Le gouvernement et le peuple chinois soutiennent fermement la juste lutte du peuple de Timor oriental.»

L'ALGERIE DEVELOPPE SES RELATIONS COMMERCIALES AVEC L'ALBANIE ET LA ROUMANIE

Un protocole commercial pour l'année 1976 vient d'être signé à Alger entre l'Algérie et l'Albanie. Un accord commercial à long terme pour les années 1977-1979 a également été mis au point par les deux pays à cette occasion.

Un accord commercial et un accord sur l'utilisation d'un prêt de 100 millions de dollars US a également été ratifié récemment entre l'Algérie et la Roumanie. Les échanges commerciaux algéro-roumains ont doublé au cours de l'année écoulée.

politique intérieure

COLONIALISME FRANÇAIS PAS ENCORE MORT

Nouvelle-Calédonie

Les manifestations se multiplient en Nouvelle-Calédonie après l'assassinat d'un jeune mélanésien, Richard Kamoua, par un policier français, à Nouméa.

Un «comité d'action pour l'affaire Kamoua» a été aussitôt créé pour réclamer le châtiement du coupable, et l'expulsion du territoire du commissaire de police.

Afars et Issas

Sommé par les pays africains et l'ensemble du tiers monde de se retirer

de Djibouti, le dernier Conseil des ministres de l'année vient de rendre publique une déclaration mi-figue mi-raisin sur l'accès à l'indépendance du territoire. Tout en reconnaissant «la vocation à l'indépendance» de Djibouti, le gouvernement français se déclare «prêt à garantir son indépendance et sa sécurité» et «son développement dans l'amitié et la coopération avec la France». Si le gouvernement actuel de Djibouti, au moins du Rassemblement Démocratique Afar (RDA) présidé par Ali Aref, qui sou-

haite le maintien d'une présence militaire française, semble se satisfaire de cette indépendance conditionnelle, tout le monde n'est pas de cet avis. La «Ligue populaire africaine pour l'indépendance» rejette ce parainage de la France, tout comme «l'Union nationale des étudiants de la Côte Afar-Somali» qui revendique une «indépendance réelle et inconditionnelle et, notamment, le retrait immédiat et total des troupes françaises et la libération immédiate de tous les prisonniers politiques.»

LE 7^e PLAN PREVOIT PLUS DE CHOMAGE ET PLUS D'IMPOTS

(Suite de la page 1)

messieurs la masse salariale qui représentait 49,9 % de la valeur ajoutée en 1975 serait comprimée à 46,6 % en 1976.

La feuille d'impôts des salariés continuera de grimper, contrairement aux belles promesses de la période électorale. Le taux sera supérieur à la moyenne des 5 dernières années. Ce qui n'empêchera pas un déficit

aggravé — et planifié — des dépenses de l'Etat et des collectivités locales.

Une boutade d'un patron de la Fédération des industries de la chaussure résume bien le cynisme de ce plan : «on baisse l'âge de la retraite : qui va payer ? Les jeunes bien sûr ! Comment ? Grâce aux allocations chômage !».

Mais ce sont là des projets d'exploiteurs. Les exploités, eux, ne manqueront pas, par le développement de leurs luttes, de bousculer ce plan d'aggravation de leurs conditions de vie et de travail.

MANIFESTATION SAMEDI A BASTIA POUR LA LIBERATION D'E. SIMEONI

Cinq cents personnes ont manifesté samedi après-midi sans incident dans le centre de Bastia pour réclamer «la libération du docteur Edmond Simeoni» et «la démission de M. Pascal Arrighi» président de l'université de Corte.

Portant des banderoles rappelant ces mots d'ordre et des drapeaux corses, les manifestants ont descendu le boulevard Paoli, principale artère du centre ville, puis sont passés devant la préfecture de Haute Corse gardée par quelques gardiens de la paix, les autres représentants des forces de l'ordre étant invisibles. Les membres du cortège scandaient : «Front de libération contre le pouvoir» et «libérez Edmond Simeoni».

Sur la place St-Nicolas, face à la préfecture, les participants à la manifestation ont écouté plusieurs orateurs. M. Paul Scaglia, représentant les étudiants corses, a expliqué que l'université de Pascal Arrighi «ne représentait pas celle voulue par le peuple corse». Puis M. Jean-Jacques Albertini, secrétaire général de l'association culturelle «U palazzu nazionale», a pris la parole en langue corse, et lu un message de nouvel an du docteur Edmond Simeoni, dans lequel ce dernier explique que «les Corses doivent rester vigilants et continuer à lutter pour la liberté et la justice».

APRES L'ECHEC DE LA REUNION DE PARIS

Les viticulteurs de nouveau à l'action

Après les manifestations du 29 décembre et la réunion de Matignon entre le gouvernement et les gros bonnets de la viticulture, les viticulteurs de l'Aude annonçaient samedi dernier leur décision de ne plus payer leurs impôts, ainsi que la TVA et l'impôt foncier.

Le comité viticole de l'Aude annonçait en même temps la reprise des actions contre le «Négoce Spéculateur» pour obtenir un prix du vin acceptable.

A Béziers se déroulait samedi une réunion d'une centaine de délégués viticulteurs de huit départements du Midi (Var, Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Ardèche, Gard, Hérault, Aude et Pyrénées-Orientales). Le rapport détaillé des rencontres du 30 décembre à Paris devait être lu, soulignant ce que le gouvernement avait promis : «agrément imposé au négoce importateur de vins italiens, interdictions des coupages vins blancs et rouges, étude de l'office interprofessionnel du vin».

viticulteurs contre leurs exploiters directs, les trusts négociants et leurs alliés, les riches viticulteurs qui profitent toujours des miettes qu'on veut bien leur laisser.

Les dirigeants du CRAV (Comité régional d'action viticole) devaient d'ailleurs avouer que les miettes obtenues à Paris étaient loin d'être satisfaisantes, et qu'ils devaient préparer de nouvelles actions.

Il y aura pourtant un parti satisfait dans cette affaire. C'est le faux parti communiste qui ne cesse de brailler contre les importations depuis de longs mois, alors qu'un de ses responsables — Doumeng — trafiquait sur les vins italiens, et demandait la mise en place d'un office du vin.

Cet organe de collaboration, quelle que soit sa forme, ne règlera rien.

Les illusions s'évanouiront vite, et les petits viticulteurs pourront voir dans quelle impasse ont voulu les mener les dirigeants des comités et du MODEF, pour sauvegarder leurs intérêts.



A la veille de la rencontre de leurs délégués avec le Premier ministre demain à l'hôtel Matignon, les viticulteurs méridionaux avaient lancé lundi un coup de semonce en isolant du reste du département la ville et le port de Sète. Sur notre photo : les manifestants bloquant la route menant à Sète.

On peut se demander la portée de ces mesures : si ce n'est que celle, par exemple, portant sur l'office interprofessionnel aura pour seul effet, que le droit de préempter les importations soit obtenu ou non, de renforcer la mainmise du capital monopoleur sur le marché viticole. Cela en laissant planer l'illusion que la collaboration viticulteurs-négoce-pouvoirs publics peut remplacer la lutte de classe des petits

Il faut donc s'attendre à une nouvelle explosion de colère des petits viticulteurs qui ont des besoins urgents pour continuer à vivre.

En attaquant les véritables exploiters — les trusts négociants — et leurs alliés à la campagne — les riches viticulteurs —, en cherchant l'appui des masses travailleuses des villes, à coup sûr ils remporteront d'importantes victoires.

Les bonnes affaires de Dassault

Giscard vient de faire son choix entre les différents types d'avions proposés pour l'équipement de l'Armée de l'air. Le Mirage 2000 l'emporte sur son concurrent, le bi-réacteur ACF. Son prix a pesé sérieusement dans la balance 30 à 35 millions de francs l'unité alors que l'ACF coûte le double.

Dassault, qui fabrique les deux prototypes, n'y perd rien : il fera quand même voler son premier

prototype d'ACF en septembre prochain... avant de l'envoyer au musée ou à la casse. Ce ne sera guère que le 19^e vrai prototype d'avions militaires français demeuré sans suite depuis 1945... au passage de confortables subventions ont quand même été raflées ! et pour le reste ce sont les impôts des travailleurs qui servent au financement de ces joujoux géants inutiles et fort coûteux !

Suite de l'éditorial

Pour ces deux raisons, seule la classe ouvrière dirigée par un authentique parti marxiste-léniniste peut sauver le peuple et le pays en se préparant activement à faire la révolution et à défendre l'indépendance nationale.

Le parti de la classe ouvrière aujourd'hui ce n'est plus le PCF qui a pactisé depuis longtemps maintenant avec la bourgeoisie sur le plan intérieur et avec l'ennemi social-impérialiste et social-fasciste sur le plan extérieur. Malgré le durcissement de son vocabulaire, l'expérience quotidienne de la lutte des classes enseigne que le PCF reste un valet des capitalistes dans la classe ouvrière, tandis que malgré ses «divergences» avec Moscou il reste la principale force prosoviétique du pays.

Le parti communiste authentique né voici 8 ans s'est renforcé au cours de l'année écoulée notamment au cœur de la classe ouvrière, dans les entreprises où ses cellules ont dirigé souvent des combats de classe et de masse.

La presse nationale marxiste-léniniste est passé en un an d'un hebdomadaire à un quotidien tiré en comptant avant tout sur l'appui des masses populaires. Enfin c'est en 1975 que fut engagée dans notre journal la campagne pour l'unification des marxistes-léninistes.

Pour faire la révolution il faut un parti révolutionnaire marxiste-léniniste puissant et unique voilà pourquoi tout en appelant la classe ouvrière et les masses populaires à redoubler d'efforts dans l'action et l'union contre le capitalisme et ses valets, notre journal appelle ses lecteurs à ne jamais perdre de vue l'importance décisive que revêt l'existence et la direction du parti.

Rejoignez les rangs des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge, organisez-vous dans les entreprises, les campagnes, les quartiers, les établissements scolaires.

Rejoignez les rangs du parti communiste marxiste-léniniste qui se bat pour l'unification des marxistes-léninistes.

Soutenez ardemment l'Humanité Rouge !

Après l'accident qui a coûté la vie au camarade André Cuisinier,

LE FRERE DE LA CAMARADE CAMILLE GRANOT EST DECÉDÉ

Nous avons appris avec une peine profonde que le 1^{er} janvier est décédé le frère de la camarade Camille Granot. Beau-frère de notre camarade André Cuisinier, il était au volant lors de l'accident tragique qui coûta la vie à celui-ci le 24 décembre.

Que notre camarade Camille Granot, ses parents et toute sa famille trouvent ici l'expression de nos condoléances.



Péchiney-Ugine-Kuhlman (usine d'Yvours dans le Rhône)

Pour obtenir satisfaction

ON N'A PAS LE CHOIX

Après dix jours de grève reconductible toutes les 24 heures, les ouvriers postés en 5 x 8 ont modifié leur mouvement en raison de leur isolement dans l'usine et très rapidement ont dû cesser tout mouvement face à la menace de lock-out de la direction.

La grève avait été déclenchée à la suite des mesures

prises par la direction visant à réduire le nombre de travailleurs d'entreprises extérieures, à diminuer le nombre de travailleurs dans chaque équipe en poste entraînant une augmentation importante des charges de travail et une dégradation des conditions de travail.

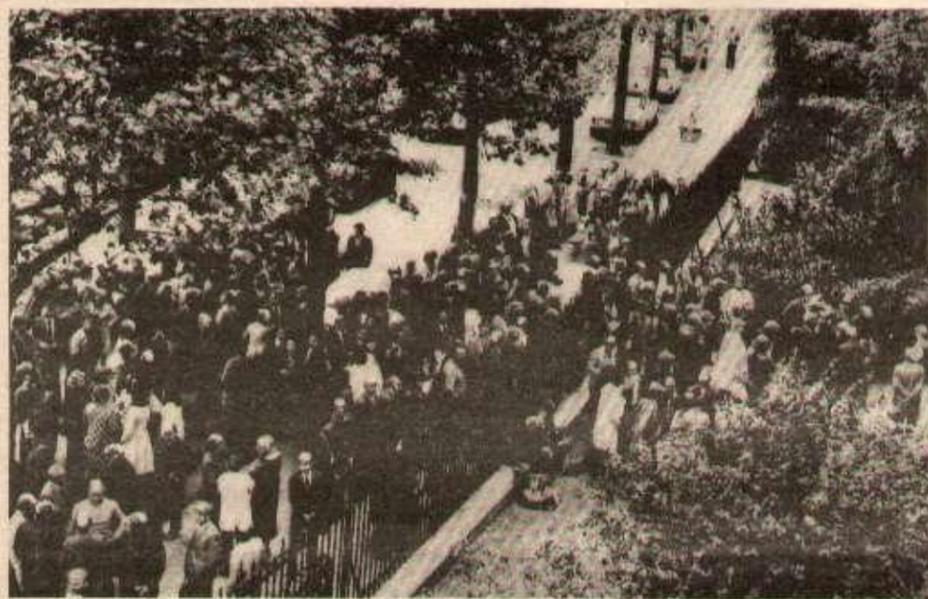
Ce premier échec est la conséquence de la ligne dé-

faitiste développée par le PCF dans la CGT. En effet, à force d'appeler les travailleurs à participer aux journées d'action démobilisatrices et de s'opposer aux luttes à la base (comme pour les aides chimistes et les mécanos), les travailleurs écœurés sont démobilisés. En développant la thèse comme quoi les 300 travailleurs

d'Yvours sont impuissants dans un trust comme PCUK et en s'opposant objectivement à la lutte dans tout le trust (aucune information sur les luttes des autres entreprises, opposition à tout courant d'unité dans la lutte de toutes les usines du trust) les révisionnistes sabotent la volonté de lutte unitaire dans le but de mieux placer leurs journées d'action... de soutien au programme commun.

Mais de nombreux travailleurs postés et à la journée se sont opposés à la ligne défaitiste, rejoignant sur ce point la position des communistes marxistes-léninistes : on n'a pas le choix de la forme d'action ; il faut occuper l'usine et envoyer des délégations de travailleurs dans chaque usine de PCUK. Trois cents travailleurs représentent une force considérable s'ils osent rompre l'isolement d'Yvours dans le trust PCUK, car ils seront alors pour la direction générale une menace sur tout le trust.

Des militants marxistes-léninistes d'Yvours.



Début octobre 1975, à Wattrelos (dans le Nord), rentrée en masse des ouvriers d'Ugine-Kuhlman dans le siège social.

A STE-LIVRADE (47)

Occupation d'une fabrique de chaussures

Aujourd'hui les ouvriers de Ste-Livrade (un des 3 centres des usines Housty), en disant «non à tout licenciement» et en occupant leur usine, montrent la voie de la lutte de classe aux travailleurs et à la classe ouvrière qui ne baissera jamais la tête.

Ce sont 60 travailleurs dont la majorité sont des femmes qui occupent actuellement l'usine en s'étant donné comme moyens de lutte les seuls reconnus comme démocratiques : des assemblées générales souveraines, un comité de grève élu démocratiquement, un comité de soutien sous le contrôle du comité de grève. Déjà dans une première réunion du comité de soutien, les travailleurs de Ste-Livrade ont dénoncé l'absence totale de soutien de la part du parti «communiste» et de la direction CGT.

Fait d'autant plus scandaleux pour eux, que l'initiative de cette occupation a été provoquée par la section CGT de l'usine.

Ce qui faisait dire à un travailleur au cours de la réunion du comité de soutien : «C'est à croire que la direction CGT et le patronal marchent la main dans la main».

La crise n'épargne pas le Lot-et-Garonne, région sa-

crifiée depuis longtemps. Dans cette région, le patronat avait beau jeu, jusqu'à présent, pour exercer sa loi et sa répression.

QUE FAIT LA DIRECTION CGT PENDANT QUE LES TRAVAILLEURS OCCUPENT L'USINE ?

Elle refuse les moyens d'expression des travailleurs : le comité de grève ; elle pratique la collaboration de classe avec le patron : aucune mobilisation de masse pour établir un rapport de force en faveur des grévistes, mais visite au préfet, promenade à Paris pour que les travailleurs de Ste-Livrade aient la bénédiction de la direction CGT. Elle dit qu'il faudrait négocier pour le chômage partiel, alors que pour le patron c'est le biais pour faire accepter les licenciements deux mois après.

Ce n'est pas pour rien que la direction se réjouit des solutions préconisées par les dirigeants CGT... Mais faisons confiance aux travailleurs qui sauront démasquer ces dirigeants traîtres.

Correspondant HR avec des ouvriers en grève.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS-IMMIGRÉS UNIS

Barthelay Montreuil :

OCCUPATION CONTRE LA LIQUIDATION ET LES LICENCIEMENTS

C'est depuis le 28 novembre 1975 que les travailleurs de chez Barthelay Montreuil (mécanique générale) occupent leur usine pour s'opposer aux licenciements et à la liquidation de l'usine.

Barthelay est une petite usine employant 82 personnes dont de nombreux travailleurs immigrés, africains pour la plupart. Elle fabrique des pièces de précision pour de nombreuses firmes telles Panhard, Citroën, Otis, Saviem, Arsenal de Bourges, RATP, etc.

Barthelay, usine de sous-traitance, subit les effets de la crise capitaliste, et comme cela va mal, on liquide, on met l'usine entre les mains d'un syndicat, qui n'est autre qu'un marchand, ce qu'il cherche c'est vendre l'usine pour récupérer l'argent afin de payer les créanciers, mais ne se soucie guère de trouver un éventuel acquéreur. Ce syndicat d'ailleurs dit aux travailleurs :

«Occupez si vous voulez, moi je m'en fous, je pars en vacances.»

Les travailleurs, français immigrés unis, main dans la main, sont déterminés à poursuivre l'occupation jusqu'à satisfaction de leurs revendications qui sont : refus de tout licenciement, maintien de l'emploi sur place.

Une solidarité s'organise sur le quartier et avec les autres entreprises locales, touchées elles aussi par des mesures de licenciements.

Les travailleurs de Barthelay sont conscients que les licenciements ne se négocient pas mais se combattent, et c'est ce qu'ils nous montrent en occupant leur usine, en décidant démocratiquement en assemblée générale des décisions à prendre.

Article rédigé avec l'approbation des grévistes.

la France des luttes

Calberson Le Mans :

La direction veut licencier un délégué combatif !

Dans notre entreprise le patron veut faire accepter aux travailleurs l'exploitation, les conditions de travail et de vie déplorables par un climat de terreur antisindical. Le délégué syndical CGT totalise déjà depuis 4 ans 2 tentatives de licenciement (sans succès), une mise à pied, plus d'une dizaine de lettres recommandées.

La direction s'en prend cette fois-ci au deuxième délégué CGT. La section syndicale CGT refuse cette nouvelle tentative de répression qui survient à la suite de notre pre-

mière grève victorieuse du 13 octobre dernier. Elle appelle les travailleurs à la solidarité, à la défense de classe du délégué, qui est sanctionné en premier lieu parce qu'il défend les intérêts de sa classe et a été aux premiers rangs de notre grève du 13 octobre.

Non, ce licenciement ne se fera pas.

Le patron croit s'attaquer à un délégué, c'est tous les travailleurs qu'il trouvera devant lui !

Pas un seul licenciement !

Les délégués CGT le 30 décembre 1975.

Au Centre Leclerc de Rostrenen (Bretagne)

DEVANT LA REPRESSION PATRONALE, LA LUTTE CONTINUE

La justice de l'État bourgeois refuse de se prononcer sur la réintégration d'une salariée illégalement licenciée du centre Leclerc pour avoir participé à la grève déclenchée par le syndicat au service des patrons, la CFT, afin de détecter les moins

soumis (cf. HR No 380)... Après une attente d'un mois environ, nous apprenons que le juge se déclare incompetent et renvoie à un autre tribunal... Une fois de plus la justice bourgeoise s'est rangée objectivement du côté des patrons puisqu'elle n'a pas voulu se prononcer. Quel travailleur peut attendre qu'un jugement soit rendu pour cher-

cher du travail ? Aux Prudhommes, cela prendra 2 mois, 3 mois, voire 6 mois ou un an, et sans être sûr de la victoire.

Alors Connan (directeur du centre Leclerc) prétend ne pas comprendre que les travailleurs continuent à faire connaître cette lutte. «Le jugement a été rendu, dit-il, vous avez perdu, alors arrêtez de distribuer des tracts.» Eh bien, les travailleurs continueront, car ils savent que la lutte dure est juste et qu'elle est payante, car elle permet aux travailleurs de renforcer leur unité combative devant les patrons qui les exploitent.

Correspondant HR.

14 FEVRIER 1976





la France des luttes

RENAULT — VICTOIRE DES GREVISTES au Bas-Meudon (Suite de la page 1)

Rappelons que les «outils» en question, ce sont les matrices des grandes presses, chaque matrice pesant 40 tonnes ! Seules, environ 5 presses étaient restées entières. Les 70 autres ? 70 camions et une centaine d'ouvriers étaient venus les chercher. Pourquoi la direction a-t-elle employé cette politique ? Jamais les grands Zélus «révolutionnaires» de la CGT et du PCF ne lui ont demandé au cours de leurs entretiens, ce qui ne les a pas empêché de crier à la provocation sur tous les toits.

Fiasco de l'opération publicitaire montée par les dirigeants CGT-PCF

Dans ce secteur, les révisionnistes à la tête de la CGT ont sauté sur l'occasion d'un débrayage pour démarrer leur campagne publicitaire, en vue des élections. Peu leur importait les revendications des travailleurs : le principal pour eux fut dès ce moment d'étendre la grève le plus possible. Ils tentèrent plusieurs fois de faire débrayer des chaînes de montage : mais ce fut une succession d'échecs.

Ils avancèrent alors des revendications salariales pour mobiliser au moins les 3 équipes des presses. Mais ce fut pénible ! Et c'est seulement la veille de Noël, que les 3 équipes étaient enfin en grève.

A ce moment, un syndicat «responsable», qui avait mobilisé toutes ses troupes pour faire débrayer, devait être capable de les mobiliser aussi pour organiser une garde de l'atelier pendant les fêtes, ce qu'ils font quand ils le veulent. Veulent-ils faire croire aux travailleurs que la direction ne mettra pas tout en œuvre pour briser une grève ? La politique de la direction de Renault — entreprise nationalisée — n'est pas différente de celle de n'importe quel patron capitaliste.

Pourquoi dans leurs différents comptes-rendus ont-ils donné 3 dates différentes pour le déménagement des matrices ? Sinon pour essayer de camoufler leur collusion manifeste. Ils étaient au courant et n'ont rien fait pour empêcher ce singulier déménagement. Et après, pourquoi cet empressement à rappeler les ouvriers à reprendre le travail, au nom d'un soi-disant «compromis

acceptable», alors que rien, rien n'a été obtenu ? Ce déménagement des «outils», n'est-ce pas une aubaine pour eux : la meilleure solution pour arrêter net une entreprise publicitaire mal engagée, et en sortir avec le visage de l'innocent.

Renault-Chausson : même manège

Ce n'est pas la première fois que ces «innocents aux mains pleines» sont les complices de la direction pour s'opposer aux luttes ouvrières. Rappelons-nous la dernière lutte chez Chausson :

A Chausson-Meudon, ils remirent eux-mêmes les clés de l'usine à la direction, pour que s'effectue ensuite la sortie des outils, contre la volonté des travailleurs en grève.

Quant à Chausson-Gennevilliers, ils avaient essayé — en vain — d'empêcher les ouvriers de s'opposer à la sortie des camions, en criant aux «provocateurs gauchistes», alors même qu'il y avait nombre de militants de base du PCF qui ripostaient à la violence réactionnaire par une saine violence de classe.



Ils l'ont bien fait à Chausson pourquoi pas à Renault.

Lanternier, le maire révisionniste, et les bonzes PCF (permanents) rôdaient sans arrêt en voiture autour de l'usine et criaient dans un haut-parleur pour appeler les ouvriers à rentrer chez eux.

La situation aux presses

Comme un mensonge ne vient jamais seul chez les dirigeants révisionnistes, ils ont raconté que les matrices — parties à Renault-Sandouville après leur séjour à Vitry — seraient de retour à Billancourt vendredi. Il n'en est rien !

Résultat de l'opération PCF-CGT : pour les travailleurs de presse, leur situation est exactement la même qu'avant la grève. Quant à la direction, elle est gagnante de l'opération puisqu'elle n'a cédé sur rien ! (ni déplacement du garde-chiourme, ni intégration de la prime dans le salaire...). Les tartuffes Sylvain et Cie n'ont pas peur du ridicule en voulant faire passer cela pour un succès, et faire croire que la lutte continuera après le retour des matrices.

Au Bas-Meudon, succès de la grève dont personne ne parlait

Par contre, au Bas-Meudon, où les faux communis-

tes n'ont pas soutenu, les ouvriers de plus en plus déterminés chaque jour ont organisé leur grève avec efficacité. Puisqu'aucun syndicat ne se décidait à intervenir réellement dans cette lutte, les grévistes n'ont compté que sur leurs propres forces, organisant des manifestations dans l'usine pour informer les autres travailleurs, appelant à des débrayages... Et le 31 décembre, ils obtenaient la démission du contremaître et une partie des journées de grève payées. Sur une dizaine de grève qui ont eu lieu à Billancourt sur cette question, c'est la première qui aboutisse.

Les ouvriers n'abandonnent pas pour autant la lutte pour l'obtention des autres revendications (cadences...). Lundi, une assemblée générale des grévistes et si possible de l'ensemble des ouvriers et ouvrières du Bas-Meudon décidera de la continuation de la lutte. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Les communistes m-l de l'usine

1 Voir HR No 400



LA LOI DU 20 DÉCEMBRE SUR LA PROTECTION DES LOCATAIRES

DE LA POUDRE AUX YEUX

Le secrétaire d'État au logement promet : «Les locataires des logements anciens expulsés pour cause de démolition des immeubles vont pouvoir disposer de droits plus étendus.»

Dans la foulée de ses meilleurs vœux pour 1976, et de ses pronostics sur le ralentissement prochain de la hausse des prix, la bourgeoisie vient de nous annoncer que des droits accrus seront accordés aux locataires expulsés d'immeubles anciens.

«La loi du 20 décembre 1975 instaure un système protégeant les locataires et dissuadant les promoteurs immobiliers de certains actes», a déclaré le 3 janvier à l'agence France-Presse Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement, à l'issue d'une émission de la 3^e chaîne de télévision consacrée aux expulsions.

«Désormais les locataires peuvent se défendre et des sanctions pénales très fortes sont prévues à l'encontre des promoteurs immobiliers qui enfreindront ces dispositions. Personnellement, je chercherai éventuellement à poursuivre devant la justice les promoteurs indélicats.» a poursuivi J. Barrot.

Que tout cela est jol-

ment dit. Là où l'on commence à déchanter, c'est quand on voit ce que contiennent effectivement les cinq dispositions de cette fameuse loi, qui sera promulguée prochainement.

Il n'y est nullement question de mettre un terme aux expulsions de locataires. Il faut simplement que soit donnée «une meilleure information au locataire, le congé devant indiquer les motifs pour lesquels il est donné». On se retrouvera à la rue avec la satisfaction de savoir quel prétexte la bourgeoisie invoque pour nous y jeter.

Les cités de transit où l'on ne fait que passer... 10, 15 ou 20 ans de sa vie, dans des conditions le plus souvent déplorables ? Il n'en est pas fait mention. Alors logement, dans des conditions décentes ? La loi, si encensée par J. Barrot, ne s'aventure pas si loin. Le texte parle simplement de «droit au logement dans le même arrondissement ou un arrondissement limitrophe

dans les grandes villes et, en dehors, dans le même canton ou dans un canton limitrophe» avec une pointe d'humanisme sur le fait qu'il ne faut pas déraciner les personnes âgées...

Il n'est pas non plus si difficile de voir ici quelles sont intentions de la bourgeoisie. Il s'agit pour elle d'obliger les locataires expulsés à s'installer dans des logements où les loyers sont élevés. Déjà ici et là, quoique rarement, des cas de relogement dans le même quartier existent, et l'on voit bien que chaque fois les loyers extorqués par la bourgeoisie équivalent au double ou au triple des loyers des anciens logements. Pour un travailleur dans ce cas, il n'y a que deux solutions : ou bien il se serre la ceinture et parvient tant bien que mal à payer son loyer, ou bien il n'y parvient pas et il cherche ailleurs, mais alors «qu'il ne se plaigne pas, on lui avait proposé un appartement dans son quartier...»

Parmi les autres dispositions de la loi, l'une stipule qu'en «cas de

travaux «suspects» engagés par le promoteur immobilier afin de provoquer une libération accélérée des logements, le locataire pourra saisir le juge d'instance (qui...) pourra demander l'interruption des travaux.» Voilà une belle assurance ! La justice bourgeoise a-t-elle jamais été... au service des travailleurs ? Et quand bien même certains juges tenteraient d'appliquer de façon équitable cette mesure, la bourgeoisie n'aurait-elle pas les moyens de les empêcher, comme elle a empêché le juge Pascal de mener à son terme l'enquête sur la catastrophe de Liévin, comme elle a menacé de sanction le juge de Charrette qui avait fait incarcérer le PDG de l'entreprise Huiles-Goudrons-Dérivés, Chapron.

Décidément ces droits accrus pour les expulsés, annoncés par le secrétaire d'État au logement, ne sont que de la poudre aux yeux. Loin de permettre une quelconque amélioration des conditions de logement des travailleurs, ils n'annoncent que la poursuite de leur incessante dégradation.

social

Accidents du travail

DEJA DEUX MORTS EN 1976, COMBIEN DE BLESSES, COMBIEN DE MUTILES ?...

Cinq jours seulement viennent de s'écouler en 1976. Pourtant le bilan de ce qu'il est convenu d'appeler des «accidents du travail» est déjà lourd. Déjà des ouvriers sont morts, tués par le système capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme.

A Paris, Nosvais Belmiro, 46 ans, ouvrier boiseur d'origine espagnole, est mort le 2 janvier dans l'après-midi, sur un chantier d'immeuble en construction, 43 boulevard de Picpus dans le 12^e arrondissement. C'est au moment où ses camarades posaient des étais qu'un pan de mur s'est écroulé, écrasant N. Belmiro, qui devait mourir sur le coup.

La veille à Berre-l'Étang, dans les Bouches-du-Rhône, un employé communal, Robert Bernard, âgé de 38 ans, était mort d'asphyxie alors qu'il travaillait à purger une cuve de décantation de la station d'épuration de la

commune. Son compagnon de travail, Brahim Oubad, également asphyxié par les émanations de gaz, avait été sauvé de justesse par les pompiers.

Ainsi, les sources d'information bourgeoises avouent que deux ouvriers sont morts. Mais combien d'autres ont été blessés, mutilés, pendant leur travail, combien seront handicapés à vie ? D'autres ouvriers même n'ont-ils pas été tués, dont la mort est jusqu'à ce jour entourée de silence ?

En 1976, sur le plan de la sécurité du travail, rien n'a changé. Tant que subsistera le capitalisme, il en sera ainsi : les patrons n'auront jamais qu'un seul souci en tête : faire des profits, encore des profits, toujours plus de profits. Ce n'est qu'avec l'instauration du socialisme garanti par la dictature du prolétariat que l'homme deviendra enfin le capital le plus précieux.

Nouvelles économiques

1975, L'ANNEE DU PETROLE**OU L'ÉCROULEMENT DU SYSTEME DES CONCESSIONS**

En 1975, les pays producteurs de pétrole du tiers monde ont avancé à pas de géant en utilisant l'arme du pétrole et ont obtenu de nouvelles et importantes victoires, sur le plan économique dans la lutte anticolonialiste, anti-impérialiste et antihégémonique.

L'approfondissement de la lutte du pétrole s'est manifesté par la tendance à l'écroulement définitif du système des concessions pétrolières, un des principaux moyens de pillage imposé par les impérialistes depuis un siècle aux pays producteurs de pétrole.

Le 1er décembre, le gouvernement koweïtien a déclaré qu'il prenait possession de toutes les propriétés et actions encore sous la contrôle des capitaux monopolistes étrangers. Le 8 décembre, le président irakien annonçait la nationalisation des dernières actions étrangères de la compagnie pétrolière Basrah. Le 1er janvier 1976, le gouvernement vénézuélien a annoncé lui aussi la nationalisation complète de son industrie pétrolière à capital étranger. Jusqu'ici, l'Irak, le Koweït, l'Irak, le Venezuela et le Congo ont réalisé la pleine nationalisation de leur pétrole, l'Algérie est parvenue à contrôler 80 % de sa production pétrolière ; l'Arabie saoudite, Qatar, les émirats arabes unis, la Libye, le Nigeria et d'autres pays possèdent de 50 à 60 % des actions des compagnies pétrolières étrangères.

Parallèlement au recouvrement de la souveraineté sur les ressources pétrolières et à la prise en charge de l'exploitation du pétrole, beaucoup de pays producteurs du tiers monde récupèrent leurs droits professionnels sur la vente, les transports et le raffinage du pétrole, anciennement entre les mains des monopolistes étrangers. A présent, la quantité de pétrole brut vendu directement par les pays producteurs de pétrole du tiers monde représente environ un cinquième de la production totale. Dans le domaine des transports, ils s'efforcent de développer de manière indépendante leurs propres moyens de transport maritime. L'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole a mis sur pied une compagnie des pétroliers composée d'une flotte des navires arabes. Dans le domaine du raffinage, ils s'appliquent à développer leur propre industrie de raffinage du pétrole.

L'approfondissement de la lutte du pétrole est par ailleurs caractérisé par ceci : dans la lutte acharnée contre l'ancien ordre économique international, l'arme du pétrole a démontré une nouvelle fois sa puissance et apporté une contribution positive à l'établissement d'un nouvel ordre économique

international. En 1975, les pays producteurs de pétrole du tiers monde ont mené, sur le problème des prix du pétrole, une lutte du tac au tac contre les superpuissances. Les premiers veulent obtenir des prix raisonnables et sauvegarder les acquis révolutionnaires, tandis que ces derniers désirent faire baisser les prix du pétrole et continuer leur exploitation en imposant un taux d'intérêt usuraire. Avec le soutien des peuples du monde, les pays producteurs de pétrole ont tenu ferme face à la menace proférée par les USA et déjoué les manœuvres de sape de l'URSS, sauvegardant ainsi leur droit à la fixation des prix.

Des changements sont intervenus dans les relations entre les pays producteurs de pétrole et les pays industriels. Ces dernières années, sous l'influence de la lutte montante du tiers monde contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme, des pays industriels de plus en plus nombreux n'ont pu qu'adopter une attitude réaliste à l'égard des demandes et des mesures raisonnables des pays producteurs de pétrole du tiers monde. Se débarrassant des obstacles mis par les superpuissances, ils ont fait avec ces pays une amorce de « dialogue » et obtenu certains résultats positifs. Les uns ont signé avec eux des accords d'approvisionnement immédiat en pétrole, les autres ont noué avec eux des relations économiques, commerciales et techniques.

Ces faits prouvent que si la lutte du pétrole remporte sans cesse des victoires, c'est parce que les pays producteurs de pétrole du tiers monde persévèrent dans l'unité et osent mener une lutte du tac au tac contre l'hégémonisme des superpuissances.

La première conférence au sommet des pays membres de l'OPEP qui a eu lieu en mars 1975 à Alger a constitué un jalon dans l'histoire de la lutte solidaire des pays producteurs de pétrole. Après la conférence, le Koweït a engagé des négociations avec les compagnies étrangères au sujet de la nationalisation de toutes les

actions de ces compagnies. Les compagnies étrangères ont opposé un refus obstiné. Les négociations ont traîné 9 mois. A cet égard, les pays du Golfe producteurs de pétrole ont lancé ce sévère avertissement : si besoin est, ils mettront leurs propres intérêts économiques au service de la juste lutte du Koweït. Grâce à ce ferme appui, cette lutte s'est achevée sur un succès.

Tout au long de l'année qui s'est achevée, les pays producteurs de pétrole ont renforcé leur coopération et leur solidarité avec les autres

pays du tiers monde. Ils ont aidé nombre de pays du tiers monde qui ont rencontré des difficultés dans leur développement économique. Un rapport de la conférence des Nations Unies sur le développement et le commerce révèle que l'assistance financière qu'accorde les pays membres de l'OPEP à d'autres pays en voie de développement pourrait atteindre cette année 21 milliards de dollars américains, soit une augmentation de 40 %.

Depuis un an, dans leurs luttes pour recouvrer leur



souveraineté sur leurs ressources nationales, exercer leur droit de fixer les prix du pétrole et entreprendre le « dialogue » avec les pays développés, les pays producteurs de pétrole ont tous été victimes des manœuvres d'intimidation, d'obstruction et de sabotage de la part des superpuissances. Les pays producteurs de pétrole ont cependant tenu tête avec courage à toutes ces tentatives.

La lutte du pétrole a rabattu l'arrogance des hégé-

monistes. Aujourd'hui, dans le monde, les facteurs de guerre grandissent sensiblement. Les deux superpuissances continuent à intensifier leur dispute pour s'assurer la maîtrise de cette importante ressource stratégique qu'est le pétrole. Face à cela, les pays producteurs de pétrole du tiers monde ont approfondi leur lutte. Au cours de la nouvelle année, les peuples du monde remporteront à coup sûr de nouvelles et plus grandes victoires sur le front du pétrole.

LA BATAILLE DES 25 MILLIONS

UNE BATAILLE QUE NOUS DEVONS GAGNER

**DEUX MILLIONS
PAR JOUR
JUSQU'AU 15 JANVIER !**

COMMENT SOUSCRIRE POUR QUE LE QUOTIDIEN REMBOURSE SES DETTES

SOIT PAR CHEQUE BANCAIRE, INTITULÉ « HUMANITÉ ROUGE », ADRESSÉ A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT PAR VIREMENT POSTAL INTITULÉ « HUMANITÉ ROUGE » (AU DOS METTRE : « POUR LA SOUSCRIPTION »), ADRESSÉ ÉGALEMENT A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT EN TIMBRES-POSTES (0,60 F DE PRÉFÉRENCE).

SOIT ENCORE EN SOUSCRIVANT PRES DE NOS MILITANTS QUI VOUS FOURNIRONT CARTES POSTALES DE SOUTIEN OU CALENDRIER 1976.

Le 5 janvier au matin TOTAL DE LA SOUSCRIPTION : 46 288,92 F

AFFICHES

à votre disposition sur commande :

— « On ne négocie pas les licenciements, on les refuse » — 2 couleurs, format 50 x 80 cm.

— « Rassemblement national ouvrier », appel aux travailleurs en lutte pour prendre contact avec l'Humanité rouge pour le 14 février — format 50 x 40 cm.

— « L'Humanité rouge quotidien du soir à Paris, quotidien du matin en province » — format 50 x 40 cm.

**TARIFS
D'ABONNEMENTS**

Pli ouvert
1 mois 32 F
3 mois 95 F
6 mois 190 F
Soutien 300 F

Pli fermé
1 mois 60 F
3 mois 180 F
6 mois 360 F
Soutien 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 3022672 - La Source.



sur le front culturel

Savez-vous ce que lisent vos enfants ? (1)

Beaucoup d'argent pour quelques bonbons empoisonnés

Pour apprécier une chose à sa juste valeur, il est en général nécessaire de procéder à une étude approfondie. Mais quand il s'agit de la « littérature » que dispense la bourgeoisie capitaliste à nos enfants et adolescents, on est très vite édifié.

La lecture d'un seul exemplaire de « Hit », « Podium » ou « Stéphanie » est tellement « enrichissante » que l'on découvre à quel point est pourrie l'idéologie que ces revues déversent.

VULGARITÉ POUR UN PUBLIC OUVRIER

Vous les avez tous vues, ou lues au moins une fois, ces revues, éditées et imprimées avec d'énormes moyens, très colorées, qui ressemblent plus à des néons publicitaires qu'à autre chose : elles s'adressent aux adolescents (en moyenne 14-15 ans). Ces revues s'apparentent en gros aux émissions dites « de variétés » programmées aux heures d'écoutes les plus « populaires » de la TV, animées en général par le fameux Guy Lux. Nous ne suivrons pas ces messieurs

du PCF qui opposent « la variété vulgaire » à la « variété de qualité » pour défendre cette dernière. Les deux genres ont chacun à leur manière un rôle mystificateur et réactionnaire. La seule différence est due au public auquel s'adresse l'émission ou la revue (classe ouvrière ou petite-bourgeoisie, etc.). Plus on s'adresse à un public ouvrier, plus c'est « grossier » et « vulgaire ».

« PODIUM », LA REVUE DE CLAUDE FRANÇOIS

Une des revues les plus significatives c'est celle dont Claude François est gérant : « Podium ». Oui, ce monsieur se fait du beurre dans l'édition. Nous savions déjà qu'il s'occupe de la revue pornographique « Absolu ». Le porno, les jeunes, rien n'est trop bon pour gagner du fric... et de la publicité car « Podium » est le véritable organe central de propagande de l'entreprise Claude François et de ses poulains.

Voyons un peu le contenu « alléchant » du numéro de décembre : « Toute la carrière de Ringo » ; l'album de famille de Cloclo ; la lettre

privée d'Alan des Rubettes ; les photos de vos faves (favoris NDLR) que vous n'auriez jamais dû avoir ; le rêve secret de Christophe ; J'ai rougi ; leurs trucks (sic) mystérieux ; les disques super-flip ; Cloclo m'a appartenu 24 heures ! ; Gagne les posters plastifiés de Cloclo ; 20 questions indiscrettes ; etc. ; et puis Courrier-vedettes, Courrier-amour, l'horoscope, les concours, ...

Claude François, passionné de la fraude fiscale (condamné à 8 mois de prison... avec sursis et 25 000 NF d'amende) doit sans doute chercher à « s'approvisionner » un peu plus. Là n'est pas le seul aspect d'une telle revue. Car c'est un vrai poison idéologique.

UNE CULTURE POUR DÉBILES

Véritable éducateur de la jeunesse travailleuse, « Podium » fait le travail préparatoire que continueront après Ici-Paris, France-Dimanche, Détective, le Parisien libéré, etc. : potins, vie privée, exploitation de toutes tares sexuelles, « petite histoire », publicité sont les seuls points d'intérêts. La

revue semble passer son temps à révéler des secrets... qui n'en sont pas : à la page 58 de ce numéro de « Podium » : « 15 secrets JAMAIS RÉVÉLÉS sur Elvis Presley ». Et cela donne : quand est-il né ? Quelles sont ses mensurations ? etc. Ou encore les « questions indiscrettes » à Patrick Juvet : « Es-tu intelligent et te trouves-tu beau ? Combien de filles as-tu aimées dans ta vie ? » Voyez le niveau !

On peut remarquer d'ailleurs le peu de choses qu'ont à dire ces revues. Sur 75 pages « Podium », on peut compter en « forçant » 6 à 7 pages de textes ! Le reste n'est que photos. Et encore ces textes sont-ils truffés d'un vocabulaire « maison » qui fait son image de marque et fait « dans le vent » : le mot-clé de « Podium », son cri de guerre (!), c'est « Woaw », les expressions qu'il faut employer c'est « super-flip » et « super-scoop » ! La culture impérialiste US n'est pas loin : pauvre et débiliteuse, elle n'en constitue pas moins un poison enrobé pour les enfants.

La prochaine fois :
Je voudrais être
une vedette.

DÉCLARATION DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT A LA CULTURE A L'EXPRESS

La « culture » selon Michel Guy

Dans l'hebdomadaire l'Express de cette semaine, Michel Guy, délégué de Giscard pour la culture, estime que la mission de son secrétariat c'est de « donner à chacun la possibilité de fabriquer son humus culturel personnel à partir d'une multitude de contacts, de rencontres, d'émerveillements... »

Quel beau langage monsieur le secrétaire ! Un langage qui sert à enrober de sucre la vieille rengaine de la culture capitaliste. Bien sûr, en déployant les moyens, les médias et les effets, on donne une impression de richesse culturelle : la télévision, la radio, le théâtre, le cinéma, etc. Mais ce sont autant de moyens de diffuser une culture qui a toujours la même source : les hautes sphères de la bourgeoisie. Qu'est-ce que cela veut dire « fabriquer son humus cul-

rel personnel » pour un ouvrier sinon mouler ses idées et sa conception de la vie à celles que lui inculque la bourgeoisie par de si nombreux moyens ? Nous pourrions prévoir longtemps à l'avance ce que disent les critiques de l'Humanité faussement communiste à propos de cette déclaration de Michel Guy : « il faut condamner l'attitude antidémocratique et antilibertés de Giscard ! Michel Guy démission ! » Non, remplacer Michel Guy par Roland Leroy n'est que mettre la peste après le choléra. Il ne s'agit pas de mieux diffuser la culture bourgeoise, mais de la combattre et contribuer à la création d'une culture « prolétarienne » et populaire où la classe ouvrière a son mot à dire et non pas d'une culture de Comité d'Entreprises contrôlée par le PCF, ni celle de la télévision bourgeoise.

COLLECTION
« MARXISME-LÉNINISME AU COMBAT »
SUR L'UNITÉ DES MARXISTES-LÉNINISTES
Par Ernst Aust, président du Comité central
du Parti communiste d'Allemagne (marxiste-léniniste)
l'exemplaire : 4,50 F
EDITIONS DU CENTENAIRE
24, rue Philippe de Girard 75010 Paris

sports

Championnat national 1975 de tennis de table au Togo

Le Championnat national 1975 de tennis de table du Togo s'est tenu du 26 au 28 décembre à Lomé.

Une centaine de pongistes venus de tous les coins du pays ont participé aux compétitions. Les nombreux spectateurs ont pu applaudir le bon style et l'excellente technique des participants.

Le tennis de table se développe dans ce pays et fait l'objet d'un intérêt croissant

mode

LE CONFORT DES SOLDATES SIONISTES

L'armée sioniste a décidé d'équiper ses femmes-soldats de « jupes longues et larges ». Pour respecter à la fois la « mode, la décence et le confort », elles auront aussi droit à des bottes de cuir au genou. Les réfugiées des camps palestiniens apprécieront certainement le goût, la distinction et le tact des assassins de leur peuple.

dans les écoles, les camps militaires et les services administratifs.

En participant à de nombreuses manifestations internationales, les jeunes pongistes togolais ont beaucoup amélioré leur jeu et contribué au renforcement du courant d'amitié entre les peuples du tiers monde face au colonialisme et à l'hégémonie.

LE SOUFFLE

BIENTOT LE N° 3 DU SOUFFLE

Revue artistique et littéraire des Communistes marxistes-léninistes de France.

Au sommaire :

Espagne : tâches urgentes sur le front culturel.
Histoire de la musique prolétarienne en Allemagne sous la République de Weimar
Le cinéma en Albanie.
Le PCF et le logement.
La littérature palestinienne.
La contre-révolution en Hongrie.

LE CALENDRIER DE NOUVEAU DISPONIBLE DÉBUT JANVIER

Passez vos commandes à notre adresse postale :

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

INFORMATIONS AUX ABONNÉS

Nous signalons à nos abonnés que le chiffre figurant sur la bande d'envoi de routage signifie le dernier numéro chiffré de leur abonnement ; c'est une nécessité administrative.

vu par Silvestre L'AIDE RUSSE AU TIERS MONDE



L'Humanité Rouge

enquête

Au bidonville de la Digue des Français à Nice

2000 TRAVAILLEURS DANS DES CABANES

Il y a quelques années, les déclarations gouvernementales se succédaient qui promettaient la fin de tous les bidonvilles, petits ou grands, et le relogement dans de bonnes conditions de tous les habitants de ces taudis. C'était, on s'en souvient, l'un des chevaux de bataille de Chaban-Delmas... Mais depuis, où en est-on de la réalisation de ces promesses ?

Nous publions aujourd'hui une enquête parue dans «La voie prolétarienne», bulletin du Comité de parti des Alpes-Maritimes du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Elle montre que loin d'avoir mis fin à l'existence des bidonvilles et d'en avoir relogé les habitants, la bourgeoisie continue de plus belle à les exploiter, à les maintenir dans des conditions inhumaines, et à les expulser sans merci quand cela lui paraît susceptible de pouvoir faire gonfler ses profits.

Le bidonville de la Digue des Français à Nice est un des derniers grands bidonvilles de France. Près de deux mille travailleurs maghrébins y vivent dans des conditions d'hygiène et de logement lamentables.

Ce sont tous des immigrés employés à 90 % dans le bâtiment, les autres l'étant dans l'agriculture, l'hôtellerie, etc.

Ancienne halte de gitans, l'essor de l'immobilier sur la Côte d'Azur y amène un grand nombre de travailleurs algériens dès 1967. Suit la vague de l'immigration tunisienne. Aujourd'hui on compte près de 60 %

après de leurs compatriotes un soutien matériel et moral important. On aboutit à la création de plusieurs groupes d'origine dont les membres sont très unis, mais parfois subsistent des contradictions entre les groupes. La réalisation de l'unité sur le bidonville est une tâche très délicate : unité entre les groupes, entre Tunisiens et Algériens, etc.

LE RACISME ENTRETENU PAR LA BOURGEOISIE

Le bidonville a peu de relations avec les travailleurs français. Un

travail d'unité et de dénonciation des agressions fascistes et policières.

Ils ne permettront pas que ces attentats restent impunis ni que «pour veiller à la sécurité» la police renforce son dispositif policier dans les quartiers populaires.

LE SOCIAL-FASCISME A L'ŒUVRE

En 1973-1974, une campagne de terreur raciste s'est développée qui a débouché sur un incendie criminel dans le quartier des Tunisiens, dé-

laient à une manifestation distincte de celle des syndicats : on vit à cette époque le même Imbert agresser la manifestation immigrée à coups de barre et voyant sa tactique échouer livrer la manifestation à la répression policière. Ce faux communiste faisait ainsi, pour la seconde fois, la preuve que la classe qu'il défend c'est bien la bourgeoisie, contre le prolétariat et les masses populaires. Il montrait à tous qu'il ne répugne pas à recourir à des méthodes fascistes tout en se proclamant communiste. De tels individus dont les comportements sont de nature et de forme fascistes, mais qui ne s'en parent pas moins du masque socialiste, voilà ceux que nous appelons des sociaux-fascistes.

LES PLANS DU CAPITAL

Cet incendie criminel de 1974 est lié étroitement aux plans spéculatifs de la bourgeoisie niçoise sur la plaine du Var.

Cette vallée essentiellement agricole constitue pour elle une proie tentante ; l'opération consiste à chasser les paysans pour satisfaire deux objectifs :

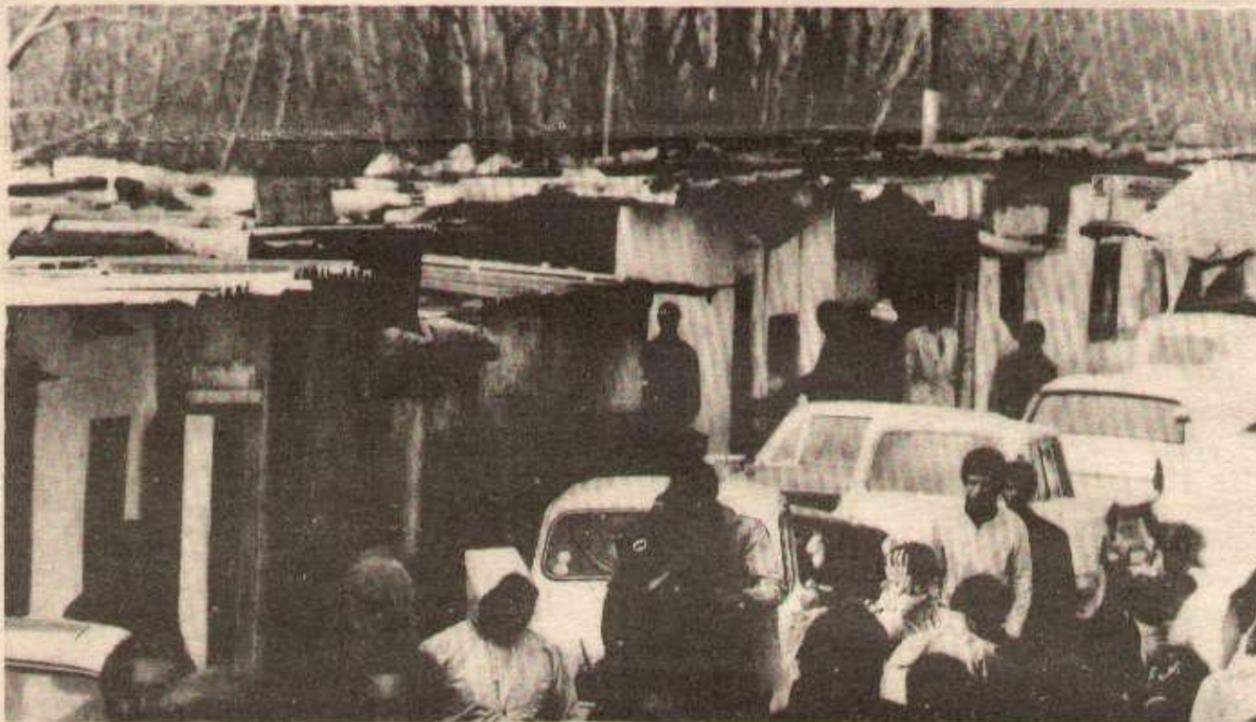
1) vendre à prix d'or les terrains occupés dans le centre ville par les entrepôts des Nicoletti, Garelli, Calza, Costamagna et autres entrepreneurs milliardaires, puis les réinstaller dans la plaine du Var pour une poignée de figes.

2) installer des terrains hippiques, de golf, des stades, etc., qui correspondent à la volonté de faire de Nice la capitale des congrès, des sports, des loisirs, etc.

Le tout sous couvert de réalisations sociales, ce qui permet d'expulser les paysans en douceur. Ainsi par exemple, il est prévu que le relogement de 1 000 travailleurs du bidonville se fera dans une cité modulaire (préfabriquée) qui durera 5 ans. On expulse les fermiers, on installe la cité et 5 ans après la mairie installera un club hippique qui «profitera»... comme on s'en doute (!)... à la population ouvrière niçoise (!).

Dans le cadre de cet aménagement une autoroute passe sur le bidonville. Il faut donc le détruire. S'il faut détruire le bidonville, il faut reloger les travailleurs.

(Suite dans le prochain numéro)



«L'Oued», le samedi et le dimanche, un lieu de rencontre pour les travailleurs algériens et tunisiens de la région.

(Photo correspondant HR).

de Tunisiens et 40 % d'Algériens environ.

«L'OUED» : UN LIEU DE RENCONTRE POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

L'«Oued» — comme on l'appelle parce qu'il est situé dans une ancienne exploitation de gravier dans le lit du Var — s'étend le long d'une rue principale sur près de deux kilomètres. Là se sont installés des commerçants (bars, épiciers, mécanicien, bouchers...). Le bidonville n'est pas seulement un lieu d'habitation, c'est aussi un lieu où tous les travailleurs immigrés du département défilent le samedi et le dimanche pour briser la solitude, évoquer le pays.

L'esprit de village est très développé chez ces travailleurs qui trouvent

temps, les habitants des HLM «Les Moulins» allaient chercher de la viande au bidonville.

Par contre le racisme existe, habilement développé par les bandits fascistes qui dirigent la mairie de Nice et par les organisations pied-noir fanatiques.

Ils s'emploient à faire pénétrer ce poison parmi la population des HLM voisins qui comptent 50 % de rapatriés généralement très modestes. Ainsi s'expliquent les nombreuses agressions de travailleurs immigrés (7 en novembre dernier). Ce sont souvent le fait de jeunes trompés et manipulés par d'authentiques voyous fascistes. Les communistes marxistes-léninistes au cœur de la classe ouvrière poursuivent inlassablement leur

truisant une centaine de baraques. A cette époque, à deux reprises on a vu le rôle fasciste joué par les permanents CGT.

Une indemnité de 150 F ayant été allouée aux sinistrés sous la pression de l'opinion par l'Union sociale du bâtiment, organisme patronal, la CGT fut chargée de décider à qui elle serait attribuée, et de donner l'argent. C'est alors qu'elle retint 30 F sur chaque somme pour la carte CGT et 3 mois de timbres. Un travailleur algérien qui s'était opposé à ces méthodes et qui était allé à la Bourse du travail demander son dû fut agressé et chassé par un militant du faux parti communiste français Imbert, permanent de la CGT-construction.

Le 1er mai 1974, les marxistes-léninistes français et tunisiens appe-